REUNION ORDINAIRE DU 30 janvier 2018

Les points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion étaient les suivants :

- **Approbation des procès-verbaux des réunions du Comité d'Etablissement des 24 novembre et 21 décembre 2017**
- **Information sur la marche générale de l'Entreprise**
- **Présentation du Baromètre d'Opinion Groupe**
- **Présentation de l'expérimentation « assistant virtuel » menée au sein de la Direction Pilotage et Résultats Groupe**
- **Versement de la subvention de fonctionnement (0,2 %) et de la contribution destinée au financement des activités sociales et culturelles (3,893 % dont 0,93 % au titre de la subvention destinée au financement de la restauration), pour l'exercice 2018**
- **Information sur la mise en place d'une surcomplémentaire facultative**
- **Présentation de l'avenant à l'accord PERCO I du 10 juillet 2017**
- **Information du Comité d'Etablissement sur le versement d'un abondement unilatéral de l'employeur dans le cadre de l'avenant à l'accord PERCO I du 10 juillet 2017**
- **Information-consultation sur les conséquences pour le CSP Paie et Pilotage de Groupama SA du transfert des pôles Etudes et reporting RH et Paie des établissements de l'UES et de Mutuaide – 2ème réunion – recueil d'avis**
- **Gestion interne du CE**
- **Emploi et temps de travail**
- **Travaux des commissions et des Instances Représentatives du Personnel**

Etaient présents :

La Direction

Mme SANGLIER
Mme NOLET
Mme BOHIC
M. COCHENNEC
Mme CRETE
Mme COSSERAT
M. WEHRUNG
M. DARRY
Mme KAMBOU
M. DEDDE

La Délégation salariale

Collège	**Titulaires**			Présent	Absent	**Suppléants**			Présent	Absent
	Nom	Prénom	Liste			Nom	Prénom	Liste		
non-cadres	GOSSELIN	Sylvie	CGT	X		BOURDET	Dominique	CGT		X
Cadres	GUIBERT	Catherine	CFE-CGC	X		DEBETENCOURT	Patrick	CFE-CGC	X	
	HEDOU	Chantal	CFE-CGC	X		JOUBERT	Jacques	CFE-CGC	X	
	GUELLEC	Christian	CFE-CGC	X						
						BERTINA	Guy	CFDT		X
	TELES	Marie-Alice	sans étiq		X	DEDESSUS-LE	Yves	CFDT	X	
	MILON	Catherine	CFDT	X		MOUSTIER				
	TALBOT	Renée-Lise	CGT	X		CAUZARD	Carole	CGT	X	
	LE DU	Michel	CGT	X		FLIS	Jean-Noël	CGT		X

Représentants désignés par les organisations syndicales

Syndicat	Nom	Prénom	Présent	Absent
CFDT	FERNET	Marc	X	
CFE/CGC	FRANC	Alain	X	
CGT	POLOP	Marie-José	X	

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES REUNIONS DU COMITE D'ETABLISSEMENT DES 24 NOVEMBRE ET 21 DECEMBRE 2017

Le procès-verbal de la réunion du Comité d'Etablissement du 24 novembre 2017 est adopté à l'unanimité. L'approbation du procès-verbal de la réunion du Comité d'Etablissement du 21 décembre 2017 est reportée.

****

INFORMATION SUR LA MARCHE GENERALE DE L'ENTREPRISE

La Direction indique que le domaine réglementaire aura été l'aléa le plus douloureux en 2017. Le Groupe a fait son retour en auto et en habitation en France. La situation est moins positive pour le Gan, tout en restant stable par rapport à 2016. En santé, l'activité reste négative, mais bien moins qu'anticipé. L'année 2018 confirmera le renouveau de la santé individuelle. Chez les professionnels, les caisses régionales ont été encore mieux orientées qu'en 2016. Dans l'agricole, les difficultés perdurent. Le Groupe a perdu 1 point de part de marché par an en dix ans. Le marché des entreprises reste compliqué. Hormis les caisses régionales qui se développent fortement par le courtage, la valeur des portefeuilles dommages aux biens et RC s'érode. De façon générale, la croissance en IARD en France est moyenne (environ 2 %). L'année a par ailleurs été plutôt clémente en termes de sinistres graves. Grâce à la réassurance, le Groupe ne paiera que 43 des 325 millions d'euros liés aux tempêtes Irma et Maria. La sinistralité climatique sur récoltes a été correcte. En vie, la croissance se poursuit en prévoyance, tandis que les résultats sont bons partout pour la GAV. En épargne, le Groupe continue à se diversifier sur les unités de compte. 435 millions d'euros de certificats mutualistes ont en outre été vendus. A l'international, l'année s'est ensuite plutôt bien terminée après un début difficile. La croissance est au rendez-vous, notamment en Italie. D'importants travaux sont prévus en 2018 pour accroître la qualité de service, développer la digitalisation, asseoir la transformation du Groupe ou mieux gérer les données.

Les élus soulignent que le partenariat avec G2S constitue un irritant fort.

La Direction indique que G2S s'oriente à présent sur la qualité de service et la satisfaction client. Un questionnaire sera envoyé aux salariés au premier semestre. Il en découlera un plan d'action.

Les élus font état de difficultés diverses au Campus (restauration, etc.).

La Direction les invite à patienter jusqu'à l'ouverture du second RIE au West Park 2. De nombreuses difficultés sont en cours de résolution (softphonie, WiFi, etc.).

En réponse à une interrogation des élus, la Direction annonce ensuite que la remutualisation se poursuit, conformément au calendrier. GSA redeviendra en juillet une caisse nationale de réassurance

Les élus s'interrogent sur le passage de la GRC à Sales Force.

La Direction confirme qu'elle s'oriente vers un changement d'outil, mais il n'est pas certain que Sales Force soit retenu.

Les élus s'interrogent ensuite sur la possible extension du télétravail.

La Direction a demandé que cette question soit étudiée, une fois dressé le bilan de la précédente démarche. Elle préconise une présence d'au moins trois jours par semaine.

> **Les élus s'étonnent par ailleurs que la réduction des frais généraux soit toujours à l'ordre du jour chez GSA et affecte encore l'intéressement.**

La Direction indique que la gestion des frais généraux restera un point clé, sans toutefois confondre investissement et dépenses. En outre, seule l'augmentation de la productivité permet d'augmenter les rémunérations, sachant que la reconnaissance ne passe pas uniquement par les salaires.

****

PRESENTATION DU BAROMETRE D'OPINION GROUPE

La Direction indique que la participation au BOG reste élevée (70 % en 2016), mais elle a tendance à s'éroder, avec une émergence de la catégorie de réponses « ne sais pas ». Il a été décidé d'introduire diverses évolutions. Les questions sont désormais posées à la première personne, pour que l'implication croisse. Les questions sont passées de 76 à une cinquantaine. 29 questions emblématiques, relatives notamment à l'engagement, au rythme du changement ou à l'évolution de l'Entreprise ont été conservées, pour assurer un historique. 18 questions nouvelles ont été introduites (expression des collaborateurs, travail collaboratif, agilité, parcours d'intégration des nouvelles recrues, etc.).

> **Les élus craignent que les pratiques consistant à s'adresser directement aux salariés (La Question de la Semaine sur Partageons) court-circuitent les représentants du personnel et les organisations syndicales.**

La Direction souligne que ces démarches visent à traiter les problématiques concrètes, ce qui n'a rien à voir avec le BOG. Le BOG débouchera sur des plans d'action, par exemple concernant l'intégration ou le recrutement. En outre, les verbatim seront vraiment exploitables, grâce à des outils innovants. Enfin, des questions benchmarkées ont été conservées pour permettre des comparaisons avec d'autres entreprises.

****

PRESENTATION DE L'EXPERIMENTATION « ASSISTANT VIRTUEL » MENEE AU SEIN DE LA DIRECTION PILOTAGE ET RESULTATS GROUPE

La Direction explique que les normes réglementaires ne cessent de complexifier les process, qui s'appuient sur des systèmes d'information eux-mêmes rigides et complexes, qu'il est très coûteux de faire évoluer. Il en découle de nombreux traitements manuels et sans valeur ajoutée à réaliser. Il a semblé pertinent de tester la prise en charge de ces traitements par des assistants virtuels, qui sont des logiciels qui réalisent des vérifications basiques et répétitives depuis l'extérieur du système, dont les collaborateurs seront déchargés. Il est normal que cette pratique se généralise, comme Word et Excel se sont généralisés. M. Wehrung tient en tout cas à conserver ses ETP, même si certaines tâches sont appelées à diminuer.

> **Les élus préconisent de présenter ces évolutions aux salariés et de les interroger sur les allègements de tâches que ces outils pourraient apporter. La perception négative pourrait être minimisée.**

La Direction rejoint cette position. C'est dans cette perspective que les différents secteurs de la DPRG ont été rencontrés.

****

VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT (0,2 %) ET DE LA CONTRIBUTION DESTINEE AU FINANCEMENT DES ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES (3,893 % DONT 0,93 % AU TITRE DE LA SUBVENTION DESTINEE AU FINANCEMENT DE LA RESTAURATION), POUR L'EXERCICE 2018

La Direction indique que le solde de subvention à percevoir atteint 2 919 820,76 euros.

****

INFORMATION SUR LA MISE EN PLACE D'UNE SURCOMPLEMENTAIRE FACULTATIVE

La Direction a décidé de proposer la mise en place d'une surcomplémentaire facultative à effet du 1er janvier 2018. Ses garanties sont au même niveau que le remboursement qui existait au 31 décembre 2017 sur cinq postes se rapportant à des praticiens hors DPTAM (hospitalisation, consultations médicales pour les généralistes et certains spécialistes, petite chirurgie et radiologie). La cotisation mensuelle atteint 11,90 euros pour les personnes seules et 19,53 euros pour les familles.

****

PRESENTATION DE L'AVENANT A L'ACCORD PERCO I DU 10 JUILLET 2017 et INFORMATION DU COMITE D'ETABLISSEMENT SUR LE VERSEMENT D'UN ABONDEMENT UNILATERAL DE L'EMPLOYEUR DANS LE CADRE DE L'AVENANT A L'ACCORD PERCO I DU 10 JUILLET 2017

La Direction indique que Le Plan Epargne Retraite Collective (PERCO) est un produit de retraite en entreprise permettant de préparer une retraite complémentaire. GSA prend en charge les frais et a décidé de verser un abondement de 150 euros. Comme le plafond d'abondement est de 800 euros, il reste 650 euros d'abondement potentiel, en fonction des versements volontaires.

Les élus demandent qu'une démarche de communication soit engagée.

****

INFORMATION-CONSULTATION SUR LES CONSEQUENCES POUR LE CSP PAIE ET PILOTAGE DE GROUPAMA SA DU TRANSFERT DES POLES ETUDES ET REPORTING RH ET PAIE DES ETABLISSEMENTS DE L'UES ET DE MUTUAIDE – 2EME REUNION – RECUEIL D'AVIS

En réponse à une question des élus, la Direction indique qu'aucun système de refacturation n'a encore été mis en œuvre pour la partie études et reportings. La facturation devra dépendre du coût que la démarche représente pour les sociétés.

Le CE rend un avis favorable à l'unanimité sur le projet de transfert des pôles études et reporting RH et paie des établissements de l'UES et de MUTUAIDE.

****

GESTION INTERNE DU CE

Les élus indiquent que plusieurs réunions sont prévues pour échanger sur les activités sportives au West Park 5. Le nouveau site Internet a par ailleurs été mis en ligne. A terme, le paiement en ligne sera proposé.

Grâce à la baisse du plafond de subvention à 5 000 euros, un boni budgétaire a pu être dégagé pour l'exercice 2017 et permis de couvrir le montant dépensé en chèques cadeaux adultes. Ainsi, désormais, la distribution de chèques cadeaux pour le Noël des adultes devrait être pérennisée. Le budget 2018 s'inscrit dans la lignée de l'année 2017.

****

EMPLOI ET TEMPS DE TRAVAIL

La Direction indique que les effectifs à fin décembre s'élevaient à 1 163 CDI, soit 11 personnes de moins que la cible. L'Entreprise compte 70 postes ouverts. En outre, le nombre de personnes concernées par des écrêtages a décru (189 en janvier 2018).

Le CE rend par ailleurs un avis favorable à la majorité sur le projet de travail du dimanche présenté par la Direction Communication Groupe, ainsi que sur celui soumis par la Direction MOA – Sinistres et SI prestations santé et sur celui présenté par la Direction MOA – Offres.

****

INFORMATION SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS DU CE ET SUR LES TRAVAUX IRP

- Compte rendu de la D.S.E. du 9 janvier 2018 : Cette réunion a porté sur la complémentaire facultative et la solution de télémédecine.
- Compte rendu du C.H.S.C.T. extraordinaire du 15 janvier 2018 : Il a été question de la réfection des escaliers de secours du bâtiment A de Bordeaux Lac. Cyril Roux est intervenu pour évoquer sa vision de la Direction financière Groupe et les difficultés entre la Direction de l'actuariat et la DPRG. Enfin, l'instance a rendu un avis d'abstention concernant le déménagement des collaborateurs de DPRG provenant de Piazza.
- Compte rendu du C.C.E. du 18 janvier 2018 : Le CCE a rendu un avis unanimement favorable sur le transfert des pôles études et reporting RH et paie des établissements de l'UES et de Mutuaide. Le BOG a été évoqué.